

# République démocratique du Congo (RDC)

## Mise à jour

Reto Kuster

Weyermannsstrasse 10  
Postfach 8154  
CH-3001 Bern

Für Paketpost:  
Weyermannsstrasse 10  
CH-3008 Bern

T++41 31 370 75 75  
F++41 31 370 75 00

info@osar.ch  
www.osar.ch

PC-Konto  
30-16741-4  
Spendenkonto  
PC 30-1085-7


Berne, le 6 août 2006

#### Indications sur l'auteur:

Reto Kuster (études d'ethnologie, de science des médias et de géographie) parcourt régulièrement le continent africain en tant que photographe et journaliste. Plusieurs voyages en République démocratique du Congo lui ont permis de se faire une idée précise de la situation sur place. Le dernier date du printemps 2006. En mai 2004, Reto Kuster avait déjà rédigé pour l'OSAR une mise à jour de la situation en République démocratique du Congo.

#### Impressum

##### EDITEUR

 Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR  
case postale 8154, 3001 Berne  
Tél. 031 / 370 75 75  
Fax 031 / 370 75 00  
E-mail: [INFO@osar.ch](mailto:INFO@osar.ch)  
Internet: [www.osar.ch](http://www.osar.ch)  
CCP: 30-1085-7

##### AUTEUR

Reto Kuster

##### TRADUCTION

Sabine Dormond


##### LANGUES

Français, allemand

##### PRIX

Fr. 10.– y compris 2,4 % de TVA, frais de port en sus

##### COPYRIGHT

© 2006  Organisation suisse d'aide aux réfugiés, Berne  
copie et impression autorisées avec mention de la source.

## Sommaire

<b>1</b>	<b>Introduction .....</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>La situation politique .....</b>	<b>1</b>
<b>3</b>	<b>La sécurité.....</b>	<b>3</b>
<b>4</b>	<b>Le système judiciaire .....</b>	<b>5</b>
<b>5</b>	<b>La situation des droits de l'homme.....</b>	<b>6</b>
5.1	Les groupes ethniques .....	6
5.2	Les journalistes .....	8
5.3	Les défenseurs des droits de l'homme et les opposants .....	8
5.4	Les groupes religieux .....	9
5.5	Les femmes / les filles .....	9
5.6	Les enfants / les enfants sorciers.....	10
5.7	Les syndicalistes .....	10
<b>6</b>	<b>La situation socio-économique.....</b>	<b>10</b>
<b>7</b>	<b>Le retour .....</b>	<b>11</b>

## 1 Introduction

Après des décennies de dictature et des années de guerre dans un pays divisé, la République démocratique du Congo (RDC) traverse actuellement une phase politique délicate: la nouvelle Constitution est entrée en vigueur le 18 février 2006 et des élections présidentielles libres ont eu lieu le 30 juillet 2006, pour la première fois depuis la proclamation de l'indépendance en 1960. Des députés ont également été élus au Parlement.<sup>1</sup>

En même temps, de vastes régions échappent encore au contrôle du gouvernement à l'Est du pays. Les milices continuent à recruter des combattants et la population civile est toujours la cible d'attaques émanant surtout de l'armée congolaise.

La présente mise à jour se fonde sur mes propres recherches effectuées en RDC au printemps 2006, ainsi que sur des sources écrites.<sup>2</sup>

## 2 La situation politique

La République démocratique du Congo traverse depuis 2003 une phase de transition qui s'achèvera avec les élections présidentielles de la fin juillet 2006. L'actuel président Joseph Kabila figure parmi les candidats. De nombreux anciens seigneurs de la guerre de l'Est du pays ont été intégrés au gouvernement (et ont obtenu des postes à l'administration) ou à l'armée congolaise (*Forces Armées de la République Démocratique du Congo*, FARDC). L'intégration d'anciens combattants à l'armée congolaise ne progresse toutefois que très lentement.<sup>3</sup>

Si les élections de la fin juillet n'aboutissaient pas à la victoire claire de l'un des candidats, un scrutin de ballottage aura lieu le 29 octobre 2006, en plus des élections provinciales (dans chacune des onze provinces). Des élections au Sénat sont prévues le 29 décembre 2006 et pour conclure, les gouverneurs de province et leurs suppléants seront désignés par le peuple le 16 janvier 2007.

Les **deux plus grandes organisations d'anciens rebelles, dont les leaders sont actuellement vice-présidents du RDC**, fonctionnent officiellement comme des partis politiques: il s'agit du *Rassemblement Congolais pour la Démocratie* (RCD)<sup>4</sup> fondé dans les provinces du Kivu avec le soutien du Rwanda et du *Mouvement pour la Libération du Congo* (MLC). Le premier est dirigé par Azarias Ruberwa, le second

---

<sup>1</sup> Le scrutin pour lequel la communauté internationale a consenti un financement d'environ 400 millions de dollars US nécessite un grand déploiement logistique, car une part importante des quelque 50'000 bureaux de vote se trouvent dans des villages retirés qui ne sont accessibles que par voie aérienne ou navale.

<sup>2</sup> Précisons que les informations relatives aux événements qui se déroulent en RDC sont forcément lacunaires en raison de la taille du pays et des voies de communication quasi inexistantes.

<sup>3</sup> Bien que l'UE ait mis de l'argent à disposition pour l'armement et la solde des soldats, les troupes stationnées à l'intérieur du pays ne sont toujours pas payées régulièrement. Les conditions sont parfois précaires et des maladies telles que le choléra font sans cesse des victimes dans les camps militaires.

<sup>4</sup> Cette organisation rebelle qui se présente aux élections sous l'abréviation RCD était connue autrefois sous le libellé RCD-Goma pour la distinguer des groupes rebelles RCD-K-ML et RCD-National. source: [www.rcd-congo.info](http://www.rcd-congo.info).

par Jean-Pierre Bemba (originaire de la Province Equateur). Impopulaire dans tous le pays à cause de ses liens avec le Rwanda, le RCD perdra très vraisemblablement beaucoup de son influence après les élections. Jean-Pierre Bemba passe pour le seul présidentiable susceptible de défier le Président Joseph Kabila, parce que le plus grand parti d'opposition non armé et actif depuis des décennies, à savoir l'UDPS (*Union pour la Démocratie et le Progrès Social*) d'Etienne Tshisekedi, boycotte les élections.<sup>5</sup> L'UDPS recrute des militants en particulier parmi les jeunes chômeurs. Ces agitateurs (*Les Jeunes Compatriotes*) cherchent à troubler les élections en arrachant des affiches électorales, un comportement qui suscite sans cesse de violents affrontements avec les forces de sécurité, surtout à Kinshasa. L'UDPS restera un facteur d'insécurité.<sup>6</sup>

D'une manière générale, une **grande insécurité** règne dans le pays **au sujet du devenir politique**. Celui-ci dépend largement de la question de savoir si le décompte des voix se déroulera dans les règles et dans quelle mesure les perdants des élections<sup>7</sup> accepteront leur défaite ou mobiliseront au contraire leurs milices armées. Une série d'anciens seigneurs de la guerre intégrés au gouvernement lors de la phase transitoire et dotés de postes lucratifs perdront peut-être leurs privilèges et leur immunité diplomatique sous un nouveau gouvernement. Les résultats définitifs sont attendus au plus tôt pour la mi-août 2006 et un éventuel deuxième tour sera organisé le 29 octobre 2006.<sup>8</sup>

Les cartes électorales modernes, encore délivrées avant le référendum constitutionnel de 2005 dans les nombreux centres d'enregistrement, **passent pour un document officiel** (blanc avec un bord orange dans la marge et l'ancien drapeau de la RDC – une étoile jaune sur fond bleu – une photo scannée, des données personnelles, les empreintes et la signature au-dessus du code-barres). Ces cartes électorales produites électroniquement par une entreprise informatique belge contiennent des données biométriques. Elles sont donc difficiles à copier ou à modifier. Ce document très convoité est la première pièce d'identité de nombreux Congolais. Pour l'obtenir, les gens qui ne peuvent présenter aucune pièce d'identité au centre d'enregistrement doivent amener cinq témoins qui attestent leur identité. L'émission des cartes électorales s'est déroulée sans problème majeur et même des minorités ethniques comme les Pygmées, qui avaient jusqu'à présent été exclues de toute participation politique, ont reçu leurs documents. Pas moins de 25,7 millions de Congolais (soit 90 % des votants) ont gratuitement été dotés d'une carte électorale

<sup>5</sup> Il existe parallèlement de nombreux partis d'opposition non armés, mais qui, faute d'ancrage national, ne jouent qu'un rôle marginal et souvent régional: les *Forces du Futur* (FDF), les *Forces Novatrices pour l'Union et la Solidarité* (FONUS), le *Parti Démocrate Social Chrétien* (PDSC), le *Mouvement Social Démocratie et Développement* (MSDD), le *Mouvement Populaire de la Révolution-Fait Privé* (MPR-FP), l'*Union des Nationalistes et des Fédéralistes Congolais* (UNAFEC), et le *Mouvement National Congolais/Lumumba* (MNC/L).

<sup>6</sup> Le Président de l'UDPS Etienne Tshisekedi avait d'abord appelé à boycotter le référendum constitutionnel et les élections, mais il a ensuite réalisé que la grande majorité des votants avait tout de même participé au référendum. Après l'expiration du délai d'inscription des candidats aux élections, Tshisekedi avait brusquement changé d'avis et réclamé un report du scrutin qui ne lui a pas été accordé. Le boycott des élections recommandé par le chef de l'UDPS n'a guère été suivi, sauf à Mbuji-Mayi, la ville d'origine de Tshisekedi, où des débordements ont eu lieu le jour des élections. Beaucoup de partisans de l'UDPS se sont rendus aux urnes. L'UDPS est surtout populaire dans les provinces Kasai et à Kinshasa.

<sup>7</sup> Tandis que 28 hommes et 4 femmes se sont portés candidats à la présidence, 9709 personnes ont brigué les 500 sièges au Parlement.

<sup>8</sup> Autorité congolaise chargée des élections (*Commission Electorale Indépendante*, CEI), source: [www.cei-rdc.org](http://www.cei-rdc.org).

au cours de l'enregistrement. Dans plusieurs cas, l'armée et les services secrets ont attaqué des votants avant les élections pour leur confisquer leur carte électorale et ne la restituer que contre paiement d'une somme d'argent.<sup>9</sup>

### 3 La sécurité

Des milices sont toujours actives dans certaines régions de **l'Est du pays**, surtout en Ituri, ainsi que dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du Katanga. Pour ramener aussi ces régions sous le contrôle de l'Etat, des contingents de troupes de l'armée congolaise (les *Forces Armées de la République Démocratique du Congo*, FARDC) ont été déplacés à l'Est où ils luttent contre les milices avec le soutien de la mission onusienne au Congo (la Monuc)<sup>10</sup>. Lors des violents combats qui ont éclaté en Ituri pour le contrôle des villages, des dizaines de milliers de civils ont été chassés durant le premier semestre et leurs propriétés ont été pillées.<sup>11</sup> Les membres des FARDC se livrent souvent à des pillages, à l'extorsion de prestations et à des attaques violentes de civils pouvant aller jusqu'à l'exécution sommaire, surtout à l'Est du pays.<sup>12</sup> Le manque de discipline, de ravitaillement, de logistique et de solde, ainsi que le faible moral des troupes congolaises, font que les milices gagnent sans cesse du terrain en Ituri. C'est notamment le cas du MRC (*Mouvement Révolutionnaire Congolais*), actif depuis août 2005 dans le district de l'Ituri avec des armes en provenance d'Ouganda.<sup>13</sup>

On ne connaît pas précisément l'effectif des FARDC.<sup>14</sup> Les commandants des unités de l'armée gonflent souvent l'effectif de leurs troupes pour encaisser la solde des «soldats fantômes».<sup>15</sup> Sur les près de 8 millions de dollars US dont les FARDC disposent chaque mois pour les soldes et le ravitaillement, environ la moitié est directement détournée, de sorte que les soldats sur le terrain se rabattent sur la population

<sup>9</sup> MONUC – Human Rights Division, Monthly human rights assessment: June 2006, source: <http://www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf>.

<sup>10</sup> En juillet 2006, quelque 19'000 soldats de la Monuc étaient stationnés au Congo. En Ituri, ces troupes ont apporté un soutien logistique aux FARDC et ont appuyé les opérations de combat contre les positions des rebelles. Environ 2000 soldats des troupes de l'EUFOR, principalement composées de Français et d'Allemands, ont en outre été stationnés à Kinshasa pour assurer le bon déroulement des élections, source: [www.monuc.org](http://www.monuc.org).

<sup>11</sup> La manière dont les troupes congolaises procèdent avec la participation de la Monuc suscite sans cesse des critiques: les FARDC attaquent généralement un village soupçonné d'abriter des miliciens, sans égard pour les civils. Pendant que ceux-ci fuient, des soldats congolais s'emparent de leurs biens et maltraitent les gens restés sur place. En cas de contre-attaque par des milices, ils quittent généralement le village sans coup férir pour aller en attaquer et en piller un autre. En juillet 2006, l'ONU a estimé à 1,6 million le nombre de personnes déplacées. source: <http://ochaonline.un.org/cap/webpage.asp?Page=1394>.

<sup>12</sup> D'après la Monuc, les FARDC se sont entre-temps rendues responsables d'une grande partie des violations des droits de l'homme en DRC, sources: [www.monuc.org/downloads/HRD\\_rapport\\_de\\_6\\_mois\\_de\\_2006.pdf](http://www.monuc.org/downloads/HRD_rapport_de_6_mois_de_2006.pdf) et [www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf](http://www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf).

<sup>13</sup> Le 27.07.06, quelques jours avant les élections, cette organisation rebelle a proclamé son intention de se désarmer et de s'intégrer à l'armée congolaise.

<sup>14</sup> Tandis que le gouvernement congolais parle d'un effectif d'environ 350'000 hommes, des experts estiment leurs forces à près de 230'000 hommes (Eine Geisterarmee, Frankfurter Allgemeine Zeitung du 13.07.06).

<sup>15</sup> Même quand la solde est payée, elle ne suffit pas pour survivre: les soldats des FARDC sont officiellement payés 24 dollars US par mois, cf. Escaping the Conflict Trap: Promoting Good Governance in the Congo, Africa Report N°114, 20.07.06, et Security Sector Reform in the Congo, Africa Report N°104, 13.02.06, source: [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org).

civile pour pallier l'absence d'approvisionnement régulier et la rémunération insuffisante.

**L'intégration d'anciens rebelles** à l'armée (*brassage*) et la **réforme du secteur de la sécurité** (restructuration de la police et de l'armée) représentent un grand défi. Ce sont aussi des conditions nécessaires pour un avenir politique plus calme. Dans la pratique, ces changements créent des problèmes et des tensions considérables. En raison du manque de moyens, d'une coordination insuffisante et de promesses non tenues, l'intégration et le désarmement des combattants progressent lentement, de sorte que le grand nombre d'hommes jeunes et armés représente toujours un risque pour la sécurité et un vivier de forces faciles à recruter. L'incertitude quant à l'issue des élections et à l'évolution politique ultérieure amène certains seigneurs de la guerre à refuser d'intégrer une partie de leurs troupes. En particulier dans le Kivu, des luttes de pouvoir, ainsi que des rivalités entre officiers de l'ancienne organisation de rebelles RCD-Goma qui devraient être intégrés aux FARDC et officiers des FARDC, provoquent sans cesse des incidents. Certaines anciennes unités de la RCD se sont ralliées au général insurgé Laurent Nkunda<sup>16</sup> dans les collines du Nord-Kivu.

Les milices Mai-Mai<sup>17</sup> continuent à faire régner l'insécurité dans de vastes **régions de la province du Katanga** et soumettent la population civile à de nombreuses tracasseries. Les observateurs et œuvres d'entraide sont beaucoup moins présents dans les régions retirées du Katanga que dans les provinces du Kivu proches de la frontière.

La criminalité augmente fortement à **l'Ouest du pays**, notamment à Kinshasa. Les élections et la présence de nombreux candidats dotés chacun de leurs propres services de sécurité vont de pair avec une offre conséquente de gardes du corps nerveux, souvent pris d'alcool et au bénéfice d'une formation insuffisante. Les armes sont omniprésentes. Des rivalités et des échanges de coups de feu éclatent sans cesse entre les divers services de sécurité. Nul ne sait comment les armées privées des candidats évincés vont réagir après les élections, mais cette question est préoccupante. Dans la pratique, il est souvent difficile de déterminer si des attaques commises à Kinshasa sont le fait de bandits, de militaires ou de policiers, car la nuit, il est courant que des membres des organes de sécurité louent leurs armes à feu ou opèrent même personnellement.<sup>18</sup>

<sup>16</sup> Dans la province du Nord-Kivu, Laurent Nkunda, membre de l'ethnie tutsi et ancien officier de l'organisation rebelle RCD-Goma, intégré ensuite aux FARDC en tant que général, a constitué sa propre milice depuis 2005. Il jouit du soutien de l'ethnie Tutsi et surtout des anciens militaires de la RCD-Goma. Nkunda qui est apparemment bien armé peut aussi intégrer dans ses rangs toujours plus de déserteurs des FARDC. Il n'est pas arrêté, bien que son lieu de séjour soit connu.

<sup>17</sup> Laurent Kabila avait soutenu la formation des milices Mai-Mai pour lutter ainsi contre les troupes rwandaises. Pour plus d'info sur la situation de sécurité dans le Katanga cf. Katanga – the Congo's Forgotten Crisis, Africa Report N°103, 09.01.06, source: [www.crisisgroup.org](http://www.crisisgroup.org).

<sup>18</sup> Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), les conseils aux voyageurs pour Congo (Kinshasa), 15.08.06, source: [www.eda.admin.ch/travel/konki\\_f.html](http://www.eda.admin.ch/travel/konki_f.html). Embassy of the United States in Kongo-Kinshasa, Overall crime and safety situation, source: [http://kinshasa.usembassy.gov/crime\\_safety.html](http://kinshasa.usembassy.gov/crime_safety.html); Journalistes pour la Promotion et la Défense des Droits de l'Homme (JPDH), Des bandits armés arrêtés à Kinshasa: JPDH exige l'amélioration des conditions de vie des soldats, 14.06.06, source: [www.societecivile.cd/node/2898](http://www.societecivile.cd/node/2898).

## 4 Le système judiciaire

La séparation des pouvoirs et l'indépendance de la Justice sont inscrites dans la nouvelle Constitution, mais ne correspondent pas à la pratique. Des bailleurs de fonds internationaux (notamment l'UE) ont beau soutenir l'instauration d'une justice indépendante, en particulier à l'Est, on ne peut pas parler pour l'instant d'un **Etat de droit fonctionnel**. D'influents politiciens et commerçants continuent à s'arranger avec les représentants mal rémunérés de la Justice et à agir impunément sous leur protection. A l'intérieur du pays principalement, les autorités judiciaires travaillent souvent sans salaire pendant des mois entiers, sans livres (textes de loi) et sans logistique (papier, moyens de transport, communication). Tous les acteurs du système judiciaire (police, juges, administrations carcérales, greffes, témoins et avocats) sont ainsi sujets à la corruption.

**L'impunité et la précarité** font que les conflits sont souvent réglés par les armes. A l'est du pays, beaucoup d'institutions judiciaires sont toujours occupées par des personnes arrivées au pouvoir grâce aux rebellions. Leur loyauté est acquises aux anciens seigneurs de la guerre et actuels politiciens. L'impunité reste un grand problème, pas seulement à l'Est, mais dans l'ensemble du pays, en cas d'attaques par la police et l'armée. En février 2006, les autorités congolaises ont déféré le chef de l'UPC (*Union des Patriotes Congolais*), une milice principalement constituée par l'ethnie des Hémas et active dans le district de l'Ituri, au Tribunal pénal international TPI. Thomas Lubanga est accusé de crimes de guerre et de recrutement d'enfants-soldats. Début août 2006, le seigneur de la guerre Yves Panga Mandro Kahwa, également membre de l'ethnie des Hémas, a pour sa part été condamné à 20 ans de prison par un tribunal militaire congolais. En 2002, sa milice PUSIC (*Parti pour l'Unité et la sauvegarde de l'Intégrité du Congo*) avait commis de graves violations des droits de l'homme en Ituri. Dans le même temps, d'autres seigneurs de la guerre de l'Est du pays ont en été intégrés à l'armée congolaise sous le titre de général. Au lieu d'être appelés à rendre des comptes pour crimes de guerre, ils vivent maintenant à Kinshasa aux frais de l'Etat.

Dans plusieurs cas au cours du premier semestre 2006, des membres des FARDC ont été condamnés par des tribunaux militaires pour crimes de guerre, recrutement d'enfants-soldats, viol, pillage et meurtre. Malgré ces pas dans la bonne direction, il ne faut pas oublier que ces procès restent des exceptions, que des officiers peuvent se soustraire à une condamnation grâce à leurs réseaux et que de tels crimes se produisent quotidiennement. En même temps, d'influents militaires ont jusqu'à présent réussi à éviter toute enquête autour du massacre de 30 civils dans le Katanga en 2004. Dans le Sud-Kivu, un commandant des FARDC refuse toujours d'arrêter plusieurs officiers auteurs de violations des droits de l'homme telles que viol et torture.

Les **conditions qui règnent dans les prisons congolaises** sont des plus précaires. Ceux qui doivent purger une peine de plusieurs années risquent fort de mourir de maladie, de sous-alimentation, de malnutrition et des suites de la torture avant leur libération. Des révoltes éclatent à tout moment, ainsi que des tentatives d'évasion désespérées ou parfois fructueuses. On sait notamment que le poste de police principal à Kinshasa recourt systématiquement à la torture pour extorquer des



aveux aux détenus. La torture est également répandue dans d'autres postes de police et camps militaires des FARDC, même quand il s'agit de crimes mineurs.<sup>19</sup> Plusieurs **services de sécurité gouvernementaux tiennent des centres de détention illégaux** qui échappent à tout contrôle. C'est notamment le cas de l'ANR (*Agence Nationale de Renseignement*), du DSR (*Département de Sécurité et Renseignement*), de la DEMIAP (*Détection militaire des activités anti-patrie*), de la DGM (*Direction Générale des Migrations*), de la Garde Républicaine<sup>20</sup> et du CNS (*Conseil National de Sécurité*). La plupart des personnes détenues dans les cellules de l'ANR Kinshasa sont des prisonniers politiques.<sup>21</sup>

## 5 La situation des droits de l'homme

Avant les élections, les violations des droits de l'homme commises par l'armée, les services secrets et la police ont augmenté, notamment à l'égard des personnes et des groupes qui ont exprimé des critiques à l'égard du Président Kabila ou qui ont été soupçonnés de critiquer le régime. La torture se pratique dans tous les services de sécurité ou services secrets du gouvernement.<sup>22</sup> Partout où elles sont stationnées, les FARDC commettent d'innombrables bavures dont les civils paient le prix fort. Les arrestations arbitraires, les meurtres, les viols et les pillages sont particulièrement fréquents lors d'opérations militaires des FARDC à l'Est du pays.<sup>23</sup>

### 5.1 Les groupes ethniques

Dans le passé, l'**origine ethnique** a sans cesse été un motif de répression à l'égard des Tutsis, en particulier les **rwandophones**<sup>24</sup>. A l'Est du pays, ce sont surtout des Tutsis (congolais et rwandais) qui ont réussi à se hisser à de hauts postes politiques et économiques pendant la rébellion de la RCD-Goma soutenue par le Rwanda.<sup>25</sup> Au cours de la guerre, beaucoup de Tutsis congolais installés à l'Est du pays ont collaboré avec les troupes rwandaises ou avec le mouvement rebelle de la RCD-Goma soutenu par le Rwanda. Après les élections, il faut s'attendre à ce que de nombreux

<sup>19</sup> De nombreux cas sont attestés; le 20 mai 2006, deux civils que des membres des FARDC avaient arrêtés pour vol au Nord-Kivu ont notamment été torturés à tel point que l'un d'eux a succombé à ses blessures, sources: [www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf](http://www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf).

<sup>20</sup> Garde présidentielle, autrefois appelée *Garde Spéciale de Sécurité Présidentielle* (GSSP).

<sup>21</sup> Rapport de la Monuc Arrestations et détentions dans les prisons et cachots de la RDC, mars 2006, source : [www.monuc.org/downloads/rapport\\_HRD\\_detention-1\\_mar06.pdf](http://www.monuc.org/downloads/rapport_HRD_detention-1_mar06.pdf).

<sup>22</sup> La torture n'est pas encore érigée en infraction particulière en RDC, Le Potentiel Kinshasa 27.06.06.

<sup>23</sup> MONUC, La situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo (RDC), 27.07.06, source : [www.monuc.org/downloads/HRD\\_rapport\\_de\\_6\\_mois\\_de\\_2006.pdf](http://www.monuc.org/downloads/HRD_rapport_de_6_mois_de_2006.pdf).

<sup>24</sup> Dans le passé, les représentants de l'ethnie Tutsi ne sont pas les seuls à avoir immigré dans les provinces du Kivu. Des membres de l'ethnie Hutu ont fait de même, d'où l'expression générale Rwandophone pour la minorité émigrée du Rwanda qui s'exprime encore en kinyarwanda. Déjà avant l'époque coloniale, des éleveurs parlant le kinyarwanda ont migré de l'actuel Rwanda au Congo.

<sup>25</sup> Au cours de la rébellion contre le dictateur Mobutu en 1996 et contre Laurent Kabila en 1998, des Tutsis et l'armée rwandaise dominée par cette ethnie ont pris le contrôle d'une grande partie de l'Est du Congo. En collaboration avec les membres de leur ethnie établis sur place, les Tutsis n'ont pas tardé à s'emparer brutalement d'une grande partie des ressources économiques (notamment les mines), surtout dans la province du Sud-Kivu. Ils ont abondamment pillé des propriétés et des matières premières telles que le coltan, pour exporter ces richesses au Rwanda.

Tutsis du Congo perdent de leur influence, car ils constituent une minorité ethnique aussi bien à l'Est de la RDC qu'au Rwanda.<sup>26</sup> En tant qu'ancien officier tutsi de la RCD-Goma et plus tard des FARDC, Laurent Nkunda, a cependant constitué dans les montagnes du Nord-Kivu une milice dont il ne faut pas sous-estimer la puissance militaire. En juin 2004, cette milice s'était déjà emparée de la ville de Bukavu.<sup>27</sup>

Les membres de l'**ethnie** tutsi sont souvent qualifiés globalement de Rwandais par les autres Congolais. Il n'est pas simple d'établir la véritable nationalité, d'une part parce qu'il y a sans cesse eu dans le passé des mouvements migratoires du Rwanda au Congo, d'autre part parce que de nombreux Rwandais se sont établis au Congo lors de l'occupation par les troupes rwandaises, en partie pour des raisons économiques, en partie en tant qu'informateurs pour le service secret rwandais. Tous les représentants de l'ethnie tutsi subissent collectivement la haine que de nombreux Congolais nourrissent à l'égard des Rwandais. Dans le passé, il y a eu des propos vraiment haineux à l'égard des Tutsis (à l'Est et à Kinshasa) et des gens se sont fait lynchés sur place par la populace.

Au lieu de démontrer dans les programmes électoraux comme on pourrait résoudre les problèmes que connaît actuellement le pays, la **question de la congolité** a dominé les débats pendant toute la campagne. Dans des discours incendiaires, les candidats se sont mutuellement reprochés de ne pas être 100 % congolais et de subir l'influence rwandaise.<sup>28</sup> La question de savoir si un candidat a des liens familiaux avec les Tutsis (ce qui équivaut à une trahison aux yeux des nationalistes) a joué un grand rôle. Les Tutsis congolais pourraient facilement devenir la cible de nationalistes extrémistes et éveiller les sentiments de vengeance de la population. L'ANR s'en prend notamment à eux et aux membres de la RCD à l'Est du pays: pendant les élections, des unités de l'ANR ont arbitrairement arrêté plus de 30 Tutsis dans la ville d'Uvira, sous prétexte qu'ils menaçaient la sécurité nationale, et plusieurs représentants de la RCD ont connu le même sort en mai et en juin 2006.<sup>29</sup> A Bukavu, un groupe d'étudiants originaires d'Ethiopie a été arrêté par l'ANR pour mise en danger de la sécurité nationale et transféré à Kinshasa. La ressemblance physique des Ethiopiens avec les Tutsis est apparemment la cause de cette opération. Selon certaines indications, les forces de sécurité congolaises s'en prennent en outre avec une extrême dureté aux **Congolais refoulés** qui ont des noms rwandophones ou un aspect physique que les services secrets estiment rwandais.<sup>30</sup>

Des attaques isolées ont également été dirigées contre le **groupe ethnique des Hémas** (région de l'Ituri) à qui l'Ouganda et le Rwanda ont parfois fourni des armes. Comme les Congolais tutsi, les Hémas ont la réputation de ne pas être de «vrais» Congolais. Certaines caractéristiques physiques les apparentent aux Tutsis. Un groupe de Hémas a été arrêté à Kisangani en avril 2006 par la garde républicaine; à

<sup>26</sup> Par exemple Azarias Ruberwa, l'un des vice-présidents qui siègent au gouvernement transitoire grâce à l'intégration des anciens rebelles; Ruberwa est un Tutsi de l'Est doublé d'un représentant de la RCD; il perdra certainement sa position après les élections.

<sup>27</sup> Nkunda a justifié l'invasion par la nécessité de protéger les Tutsis contre un génocide.

<sup>28</sup> En Côte d'Ivoire, la question de l'ivoirité avait récemment provoqué la division du pays et une guerre civile.

<sup>29</sup> MONUC – Human Rights Division, Monthly human rights assessment: June 2006, source: [www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf](http://www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf).

<sup>30</sup> Asylum questions for DR Congo, BBC Africa, 01.12.05, source: <http://news.bbc.co.uk/1/hi/world/africa/4483364.stm>.

cause de leur ressemblance physique avec les Tutsis, on leur a reproché d'être des Rwandais, bien qu'ils aient pu présenter des pièces d'identité congolaises.<sup>31</sup>

## 5.2 Les journalistes

Les intimidations et arrestations de **journalistes** ayant exprimé des critiques à l'égard du président et d'autres candidats à la présidence se sont multipliées avant les élections.<sup>32</sup> Le 24 avril 2006, Anselme Masua, journaliste à la radio, a ainsi été passé à tabac par la Garde républicaine pendant qu'il se livrait à des recherches sur des proches du Président.<sup>33</sup> Le 18 mai 2006, un journaliste de la télévision a été enlevé et maltraité par des inconnus à Lubumbashi. Le 22 mai 2006, la police a fait irruption dans le studio d'une chaîne de télévision privée qui avait critiqué la situation politique actuelle dans une émission. En mai 2006, un journaliste qui avait consacré un reportage aux violations des droits de l'homme commises par le vice-président Jean-Pierre Bemba du MLC a reçu des menaces de mort et dû quitter le pays.<sup>34</sup> Le 30 mai, le journaliste Patrice Booto a été condamné à six mois de prison pour avoir offensé le Président Kabila en affirmant dans un article que celui-ci avait versé un montant considérable, puisé dans les caisses de l'Etat, pour des écoles en Tanzanie.<sup>35</sup> Un journaliste de la Radio Télévision nationale RTNC a été passé à tabac par des soldats des FARDC à Lubumbashi, sous prétexte qu'il avait émis des critiques à l'encontre du PPRD, le parti gouvernemental. Des politiciens et d'autres personnalités influentes font souvent arrêter les journalistes critiques en les accusant de diffamation et de trouble de l'ordre public. En novembre 2005, le journaliste Franck Ngyke et sa femme ont été assassinés par des inconnus à leur domicile de Kinshasa.

## 5.3 Les défenseurs des droits de l'homme et les opposants

**Des défenseurs des droits de l'homme** et des opposants ont été intimidés à plusieurs reprises avant les élections. En juillet 2005, le secrétaire général de *Héritiers de la Justice*<sup>36</sup>, une organisation active dans la défense des droits de l'homme qui dénonce sans cesse les attaques de civils par des soldats congolais et des forces de sécurité, a été assassiné à Bukavu et personne n'a encore été cité à comparaître. Le 13 juin 2006, la résidence du Président de l'Observatoire National des Droits de l'Homme (ONDH) a été attaquée par des hommes armés et masqués en uniforme militaire.<sup>37</sup>

<sup>31</sup> MONUC, La situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo (RDC), 27.07.06, source: [www.monuc.org/downloads/HRD\\_rapport\\_de\\_6\\_mois\\_de\\_2006.pdf](http://www.monuc.org/downloads/HRD_rapport_de_6_mois_de_2006.pdf).

<sup>32</sup> Rapport de Human Rights Watch: Democratic Republic of Congo: Journalists and Human Rights Defenders under Fire, juin 2006, source: <http://hrw.org/backgrounders/africa/drc0606/index.htm>.

<sup>33</sup> Journaliste En Danger, La garde républicaine passe à tabac un journaliste à Kisangani, source: [www.jed-congo.org](http://www.jed-congo.org), 24.04.06.

<sup>34</sup> Dépêches, Le Potentiel Kinshasa 31.05.06.

<sup>35</sup> MONUC, La situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo (RDC), 27.07.06, source: [www.monuc.org/downloads/HRD\\_rapport\\_de\\_6\\_mois\\_de\\_2006.pdf](http://www.monuc.org/downloads/HRD_rapport_de_6_mois_de_2006.pdf).

<sup>36</sup> Héritiers de la justice – <http://www.heritiers.org/>.

<sup>37</sup> MONUC – Human Rights Division, Monthly human rights assessment: juin 2006, source: [www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf](http://www.reliefweb.int/library/documents/2006/monuc-cod-14jul.pdf).

La liberté d'expression de l'opposition est sans cesse bafouée. Bien que la nouvelle Constitution garantisse expressément le droit de manifester, plusieurs manifestations ont été violemment dispersées avant d'avoir pu se former et s'articuler, surtout à Kinshasa et Mbuji-Mayi, la ville d'origine de Tshisekedi, le chef de l'UDPS. En juin 2005, les forces de sécurité ont ainsi ouvert le feu sur 15 manifestants à Mbuji-Mayi.<sup>38</sup> Dans cette même ville, des partisans de l'UDPS ont à nouveau été victimes d'arrestations arbitraires et de mauvais traitements par des membres de l'ANR et du *Groupe Mobile d'Intervention* (GMI), en mai et en juin 2006. Le 24 mai 2006 à Kinshasa, les résidences de onze candidats à la présidence et au Parlement ont été encerclées plusieurs heures par des membres armés de l'ANR et des unités des *Services spéciaux de la police de Kin-Mazière*. Cette action avait pour but d'empêcher les politiciens de participer à une manifestation de l'opposition et de la société civile organisée ce jour-là. Avant les élections, plusieurs membres de l'opposition ont été arrêtés par l'ANR à l'Est du pays et empêchés de hisser les drapeaux de leur parti ou d'ouvrir des bureaux locaux.<sup>39</sup>

## 5.4 Les groupes religieux

Basé sur l'ethnie de la région du Bas-Congo, le groupe politico-religieux **Bundu dia Kongo** prônait déjà un royaume Bakongo indépendant sous Mobutu et Laurent Kabila. Il organise sans cesse des manifestations où sont également scandés des slogans contre des membres d'autres ethnies. Lors d'affrontements avec l'armée, douze membres de Bundu dia Kongo ont été abattus à Matadi le 30 juin 2006, au cours d'une manifestation.<sup>40</sup>

Certains **groupes ecclésiastiques** qui critiquaient le Président Kabila ont été intimidés avant les élections, notamment le pasteur Theodore Ngoy qui avait critiqué le référendum en décembre 2005 et s'était réfugié à l'ambassade d'Afrique du Sud après son arrestation.<sup>41</sup>

## 5.5 Les femmes / les filles

**Les femmes et les filles** sont exposées à des violences sexuelles, surtout dans la région rurale de l'Est-Congo. Elles sont attaquées par les unités des FARDC stationnées sur place ou par d'autres hommes armés, quand elles vont chercher de l'eau et quand elles travaillent aux champs. La violence sexuelle est toujours un sujet tabou et il n'est pas rare que les femmes concernées soient répudiées par leur mari et leur famille, ce qui équivaut, dans le contexte social congolais, à une mise en danger de leur existence.

<sup>38</sup> Rapport sur les événements qui se sont produits à Mbuji-Mayi, dans la province du Kasai Oriental, en juin 2005, 31.7.05, source: [www.monuc.org](http://www.monuc.org).

<sup>39</sup> MONUC, La situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo (RDC), 27.07.06, source: [www.monuc.org/downloads/HRD\\_rapport\\_de\\_6\\_mois\\_de\\_2006.pdf](http://www.monuc.org/downloads/HRD_rapport_de_6_mois_de_2006.pdf).

<sup>40</sup> Observatoire paix et droit de l'homme (OPDH), Une manifestation pacifique des adeptes de Bundu Dia Kongo (BDK) violemment réprimée à Matadi dans le sang, 30.07.06, source: [www.societecivile.cd/node/2989](http://www.societecivile.cd/node/2989).

<sup>41</sup> MONUC, La situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo (RDC), 27.07.06.

## 5.6 Les enfants / les enfants sorciers

Des **enfants** prétendument **sorciers** sont toujours stigmatisés, persécutés et rendus responsables des malheurs des adultes. Ils sont torturés parfois jusqu'à la mort par des prêtres et des exorcistes autoproclamés qui prétendent les libérer ainsi du mal dont ils seraient possédés. Dans un contexte marqué par un désespoir et une pauvreté toujours plus amers, le phénomène des enfants sorciers tend à augmenter. Dans tout le pays, les enfants des rues sont livrés à l'exploitation sexuelle et, à l'Est, des milices les recrutent parfois de force ou avec de fausses promesses **pour en faire des soldats**.<sup>42</sup>

## 5.7 Les syndicalistes

Plusieurs dirigeants syndicaux ont été arrêtés et emprisonnés durant le premier semestre 2006, lors d'une série d'attaques visant des **syndicalistes**. Ils avaient manifesté contre des irrégularités dans les modalités de paiement des employés de la fonction publique.

# 6 La situation socio-économique

Ce pays riche en ressources telles que l'or et les diamants n'a jusqu'à présent pas réussi à utiliser efficacement les recettes des matières premières dans l'intérêt de la collectivité.<sup>43</sup> Les soins médicaux sont précaires; à l'Est du pays, les centres sanitaires sont souvent pillés et il n'est pas rare que les médicaments proposés dans la rue soient des contrefaçons inefficaces, voire dangereuses. Là où des soins médicaux seraient possibles (par exemple à Kinshasa), les gens n'ont généralement pas les moyens de les payer. Si un patient ne peut pas payer le traitement dont il a bénéficié, il est emprisonné jusqu'à ce que des proches aient réuni le montant requis.

La valeur du *franc congolais* est relativement stable. Pour les transactions d'une certaine importance (à partir de 20 dollars US environ), les gens réclament en général le paiement en dollars US. La libre circulation des personnes et des biens est théoriquement possible dans tout le pays, mais elle coûte cher, l'avion étant le seul moyen de transport qui entre en ligne de compte, faute de réseau routier. A Kinshasa, le niveau des prix est relativement élevé, parce que beaucoup de denrées alimentaires doivent être transportées de l'intérieur du pays et que l'importante liaison fluviale directe entre Kinshasa et Kisangani n'est pas encore rétablie. La poste et le réseau téléphonique fixe étant pratiquement inexistant, la téléphonie mobile connaît un rapide essor.

**Les groupes vulnérables.** La violence que tous les groupes de population ont connue ces dernières années, jointe à l'effondrement de l'Etat et à une lutte de plus en

<sup>42</sup> Sur le recrutement d'enfants-soldats par le général renégat Laurent Nkunda: cf. Amnesty International, Rise in recruitment of child soldiers in DRC, June 2006, source: <http://web.amnesty.org/wire/June2006/DRC>.

<sup>43</sup> Souvent, des licences d'exploitation dans le secteur minier sont par exemple vendues à des entreprises étrangères en dessous de leur valeur, alors que celui qui négocie le contrat s'enrichit personnellement. Source: Neue Zürcher Zeitung, Viel Unterstützung für Kabila in Katanga, 21.07.06.

plus âpre pour la survie, a influencé les réseaux sociaux en RDC. Le soutien mutuel n'est plus aussi valorisé qu'autrefois; l'égoïsme et le recours à la violence brute (même entre proches et voisins) se sont répandus. De vieux tabous sont brisés et beaucoup de Congolais déplorent un effondrement des normes traditionnelles et un climat de méfiance qui s'installe progressivement. La guerre, la violence sexuelle, la propagation du sida et les déplacements de population ont abouti à de nombreuses infractions. Des veuves et des orphelins qui n'ont souvent pas d'autre possibilité que de mendier dans d'assez grandes villes sont des proies faciles pour les abus sexuels ou tout autre forme d'exploitation. Le secteur informel joue un rôle primordial dans le combat que la majorité de la population livre quotidiennement pour survivre. Il faut se débrouiller; des policiers, de simples fonctionnaires et d'autres employés qui n'ont plus reçu de salaire depuis des mois réclament quotidiennement de petites sommes d'argent. Alliant intérêts économiques et pouvoir personnel, l'élite politique du pays puise sans vergogne dans les ressources du pays (et dans l'aide financière de la communauté internationale) pour s'enrichir voracement. Le dicton *On ne va pas avoir un nouveau président, mais un nouveau voleur* qui circule actuellement au Congo reflète cette réalité.

## 7 Le retour

**Requérants d'asile en Suisse / pratique des autorités.** Fin juillet 2006, on dénombrait au total 2'333 ressortissants de la RD du Congo ayant déposé une demande d'asile en Suisse. Tandis que les demandes de 441 personnes étaient encore en suspens, 1'039 Congolais avaient obtenu une admission provisoire à cette date.<sup>44</sup>

**Programme d'aide au retour.** Entre le 1<sup>er</sup> juillet 2004 et le 30 juin 2006, l'*Office fédéral des migrations* (ODM) a entretenu, en collaboration avec l'*Organisation internationale pour les migrations* (OIM), un programme d'aide au retour pour les ressortissants congolais ayant adressé une demande d'asile à la Suisse. Il n'est pas prévu de le poursuivre. Dès maintenant, les citoyens congolais qui veulent retourner dans leur pays d'origine librement ou par obligation peuvent obtenir des prestations dans le cadre de l'aide au retour individuelle (LAsi 62.2).<sup>45</sup>

<sup>44</sup> Office fédéral des migrations ODM, statistiques de l'asile, source: [www.bfm.admin.ch/index.php?id=212](http://www.bfm.admin.ch/index.php?id=212).

<sup>45</sup> Le programme a démarré le 1<sup>er</sup> juillet 2004. Le 31 juillet 2005, il a été prolongé d'une année, jusqu'au 30 juin 2006. cf. ODM, programme pays: RD du Congo, source: [http://www.bfm.admin.ch/index.php?id=598&L=0&no\\_cache=1&sword\\_list\[\]=congo](http://www.bfm.admin.ch/index.php?id=598&L=0&no_cache=1&sword_list[]=congo;); OIM, programme pays: RD du Congo, source: [www.iom.int/switzerland/laenderprogrammcongo.htm](http://www.iom.int/switzerland/laenderprogrammcongo.htm).